

# Un mark de l'Est cher payé

*Les déboires de l'Allemagne ne doivent pas freiner l'union européenne*

par Jacques Lesourne

Des dizaines de milliers de manifestants qui défilent dans les grandes villes de l'ancienne Allemagne de l'Est, un président de la Bundesbank qui parle de « désastre » économique, et l'opinion publique française découvre avec étonnement les problèmes de l'union économique et monétaire allemande.

Or, pour une fois, l'histoire est exempte de surprises. Tout avait été scellé le jour où le chancelier

Kohl, pour adresser aux Allemands de l'Est le message politique fort qu'ils étaient membres à part entière de la nation, avait décidé qu'un ostmark s'échangerait contre un deutschemark. Ce jour-là, la plupart des analystes français, élevés dans un pays avec une longue expérience de l'inflation, ont mis l'accent sur la distribution massive de pouvoir d'achat en RDA et sur les risques de dérapage des prix.

Or les calculs montraient que cet effet était limité : de 1 % à 1,5 % de hausse supplémentaire

sur l'année suivante. On occultait ainsi – en sous-estimant le mécanisme des prix et les conséquences du coût du travail (en termes réels) sur le fonctionnement de l'économie – le phénomène principal : avec le niveau de la productivité du travail en Allemagne de l'Est, le nombre d'entreprises rentables dans les nouvelles conditions de coût allait être infime par rapport à ce qu'il eût pu être avec un taux de change de deux ostmarks pour un deutschemark.

*Lire la suite page 18*

# Un mark de l'Est cher payé

Suite de la première page

Le choc structurel sur l'économie est-allemande devenait d'une violence extrême. Même de bonnes entreprises n'avaient plus le temps de se reconverter. Les Allemands de l'Est échangeaient du pouvoir d'achat contre du chômage.

Sont apparues ensuite les conséquences secondes. La première concernait les agents économiques privés : investir dans les combinats d'Allemagne de l'Est devenait beaucoup plus risqué pour les firmes ouest-allemandes, puisqu'il leur fallait en quelques mois réduire massivement le personnel et faire monter en flèche la productivité du travail. D'où leur prudence. Une prudence renforcée par les incertitudes pesant sur la possession des droits de propriété.

La seconde conséquence était budgétaire : alors que le gouvernement allemand s'était préparé à financer le renouveau des infrastructures, la revalorisation des salaires et retraites à la charge de l'Etat et le paiement d'indemnités de chômage modérées, il était dès lors contraint de subventionner des firmes pour retarder leur fermeture et de verser un minimum vital à une masse croissante de sans-emploi. Avec pour résultat une augmentation du déficit budgétaire ne pouvant qu'engendrer un débat de politique économique : fallait-il recourir à l'emprunt ou accroître les impôts ? Après avoir résisté longtemps, le chancelier a reconnu sagement qu'un recours à la seconde formule était inévitable.

Mais une question se pose désormais : en instaurant en Allemagne de l'Est un coût du travail très supérieur au coût d'équilibre, le gouvernement fédéral a-t-il condamné l'ancienne RDA à devenir une sorte de Mezzogiorno voué à la stagnation par l'impossibilité d'y développer des activités économiques rentables ? C'est une opinion qui tend actuellement à se répandre. Elle paraît excessive. Les traditions industrielles de certains Länder de l'Allemagne de l'Est, la qualité potentielle de la main-d'œuvre de ces régions, les modes d'organisation sociale qui ont survécu en profondeur malgré le nazisme et le communisme, la puissance des économies ouest-allemande et européenne, devraient normalement permettre le développement progressif de nouvelles entreprises. Mais le délai sera beaucoup plus long que le gouvernement allemand ne l'annonce. La période de déclin pourrait bien s'étendre jusqu'à 1995 : un à deux ans pour décider les investissements, deux ans pour les réaliser, deux ans pour commencer à les exploiter normalement... Quant au rattrapage, une fois le décollage amorcé, du revenu par tête de l'Allemagne de l'Ouest par la partie orientale du pays, il n'est pas invraisemblable qu'il s'étale sur

dix ans. Ce qui nous conduit à 2005. Au cours de cette période, d'intenses migrations internes sont possibles.

Les Français, qui ont souvent dans le passé, pour des impératifs politiques, commis des erreurs de politique économique, doivent rester compréhensifs face à cette mésaventure allemande. Le chancelier Kohl avait raison de tout faire pour hâter l'unification. Pourrait-il, s'il avait attendu, obtenir aujourd'hui l'accord de l'URSS ? Mais il n'a sans doute pas mesuré les risques qu'il prenait en manipulant ce prix essentiel qu'est un taux de change. Comme n'ont cessé de le souligner des économistes d'inspiration aussi différente que Maurice Allais ou Alfred Sauvy, on ne bouleverse pas un système de prix sans engendrer d'effets pervers.

Les déboires - transitoires - de l'union économique et monétaire allemande, certains les utilisent aujourd'hui par ignorance ou par tactique, pour freiner l'union économique et monétaire européenne. Or comment ne pas voir que les deux problèmes diffèrent profondément ? Au sein de la Communauté, les systèmes de prix sont en harmonie et les taux de change équilibrés. Le problème est d'assurer la coordination future des politiques monétaires et budgétaires de gouvernements distincts. En Allemagne, l'unicité du gouvernement est réalisée, mais il faut reconstruire de fond en comble l'économie est-allemande pour redonner un sens à un taux de change artificiellement choisi.

Conservons la leçon économique, mais gardons-nous des analogies.

JACQUES LESOURNE

## Le ministre des finances tchécoslovaque dénonce la perestroïka

Le très libéral ministre des finances tchécoslovaque, M. Vaclav Klaus, a dénoncé lundi 25 mars, lors d'un discours prononcé à Londres, les méfaits de la perestroïka en matière économique.

Selon lui, cette politique de réformes telle qu'elle est appliquée en Union soviétique revient à planifier de façon centralisée les prix, les taux d'intérêt, la distribution de l'aide internationale... et conduit à « un blocage de l'économie de marché, pas à son développement ». « La transformation radicale d'une économie et d'une société planifiées nécessite l'abandon de la perestroïka », a ajouté M. Klaus, qui a aussi rejeté les modèles de « troisième voie » imaginés en Tchécoslovaquie à l'époque du « printemps de Prague », et appliqués dans certains pays industrialisés.